

Coordonnées Destinataire

- OPIEVOY

145 - 147 Rue Yves Le Coz

78011 VERSAILLES CEDEX



Amiante

Référence : 002FK001180

A communiquer pour toute correspondance

Réalisé le : 09/11/2016

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



Plomb



DPE



Electricité



ERNT



Etat des lieux



Propriétaire :

- OPIEVOY
145 - 147 Rue Yves Le Coz
78011 VERSAILLES CEDEX

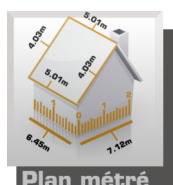
Désignation du bien :

VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE
VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE
77240 Vert-Saint-Denis

Référencé : 24602



Loi Carrez



Plan métré



SRU




Termite

Référence : 002FK001180
- OPIEVOY

VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE
77240 Vert-Saint-Denis
Référéncé : 24602

NOTE DE SYNTHESE

	AMIANTE (9 pages)	
	Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.	Absence



Dossier Technique Amiante

Référence : **24602**

**VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA
RAMONERIE
77240 Vert-Saint-Denis**



Préambule

Obligation du propriétaire et Gestion du DTA

Cadre juridique de l'intervention

Conditions de maintien opérationnel du DTA

1 - Obligations

2 - Domaine d'application

3 - Dates d'application

4 - Conditions de transmission du Dossier Technique Amiante

5 - Mise à disposition du Dossier Technique Amiante

Registre de consultation

Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

DTA : Liste A + Liste B



1

Obligation du propriétaire et Gestion du DTA

Le repérage des matériaux contenant de l'amiante est insuffisant pour prévenir les risques d'exposition s'il n'est pas associé à une information des occupants de l'immeuble et des travailleurs qui y interviennent. C'est la raison pour laquelle le décret n°2001-840 renforce le dispositif d'information sur la présence d'amiante dans les bâtiments

» Le dossier technique "amiante" tenu à la disposition des différents intervenants

Il doit être tenu par les propriétaires à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'état concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et des organismes de prévention si l'immeuble comporte des locaux de travail.

» L'information active des occupants

Les propriétaires sont tenus d'établir une fiche récapitulative du dossier technique (dont le contenu est défini par arrêté) et de l'adresser, ainsi que ses mises à jour ultérieures, aux occupants des immeubles ou à leur représentant et aux chefs d'établissements si l'immeuble comporte des locaux de travail.

» L'information des travailleurs intervenant dans l'immeuble

Les propriétaires doivent communiquer le dossier technique amiante à toute personne ou entreprise appelée à effectuer des travaux dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information. En cas de présence de matériaux amiantés, ces intervenants pourront ainsi prendre les mesures de protection individuelle et collective nécessaires.

De plus, si à l'occasion des travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique amiante, elle est désormais tenue d'en informer le propriétaire. Cette information pourra ainsi être enregistrée dans le dossier de l'immeuble.

2

Cadre juridique de l'intervention

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de visu (confirmé par des analyses en cas de doute) de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante accessibles, sans travaux destructifs selon la liste citée dans le cadre C (conforme à la norme NF X 46-020). L'opérateur repérera également les autres matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante selon sa connaissance.

Cette recherche ne doit comporter aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de plafonds ou trappes de visites, ni investigation de structures à l'exclusion de la réalisation de prélèvements ou de sondages des matériaux, conformément à la norme NF X 46-020.

En conséquence la responsabilité de notre société ne saurait être engagée en cas de découverte de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos le jour de la visite.

La création du Dossier Technique Amiante et sa tenue à jour par le Maître d'Ouvrage sont régies par :

- » Le Code de la Santé Publique (articles 1334 §15 et §22 à 28)
- » Le décret n°2011-629 du 3 juin 2011
- » Le code du travail (décret 96-98)
- » Le Principe de Précaution Code Rural (L 110-1)
- » Les Principes Généraux de Prévention Code du Travail (L 1418)
- » Code Pénal délit d'omission (article 223-6)
- » Décret 2001-1016 concernant la faute inexcusable de l'employeur (Dossier Unique)

3

Conditions de maintien opérationnel du DTA

1- Obligations :

Article 1334-15 Code de la santé publique (extrait)

Le Code de la Santé Publique (article 1334-14 à 29) impose aux propriétaires d'effectuer la recherche, dans leur patrimoine bâti, de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante sur la base de la liste des matériaux de l'annexe A1 de la norme NFX 46-020 reprise dans l'arrêté du 2 janvier 2002, d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer l'occurrence d'effectuer des travaux de retrait en présence de matériaux amiantifères dégradés.

Afin de protéger les occupants, les intervenants, les riverains lors d'interventions sur ces matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, les propriétaires doivent mettre en oeuvre des règles de sécurité (voir annexe), ils sont aussi tenus de s'engager dans une démarche de gestion des matériaux amiantifères jusqu'à leurs éliminations définitives (matériaux primaires secondaires). Traçabilité des Bordereaux de Suivi des Déchets Amiante. (BSDA)

Article 1334-22 Code de la santé publique (extrait)

Les propriétaires constituent, conservent un dossier et actualisent un Dossier Technique Amiante regroupant notamment les informations relatives à la recherche et à l'identification des flocages, calorifuges et faux plafonds et de tous matériaux du bât pouvant en contenir ainsi qu'à leur état de conservation

2- Domaine d'application :

Sous section 2 : immeubles construits avant le 1^{er} juillet 1997 (extrait)

Article 1334-23 Code de la santé publique (extrait)

Les articles de la présente sous section s'appliquent aux immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, qu'ils appartiennent à des personnes privées ou à des personnes publiques.

3- Dates d'application :

Article 1334-24 Code de la santé publique (extrait)

Les propriétaires des immeubles mentionnés ci-dessous constituent le dossier Technique amiante avant les dates limites suivantes :

» Le 31 décembre 2003 pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R.122-2 du code la Construction et de l'habitation et les établissements recevant du public définis à l'article 123-2 du même code, classés de la première à la quatrième catégorie au sens de l'article R 123-19 du même code à l'exception des parties privatives des immeubles collectifs d'habitation.

» Le 31 décembre 2005 pour les immeubles de bureaux, les établissements recevant du public et classés dans la cinquième catégorie, les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle ou agricole, les locaux de travail et les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation.

Les propriétaires des immeubles mentionnés aux deux précédents alléas tiennent à jour le

Dossier Technique Amiante.

4- Conditions de transmission du Dossier technique Amiante :

Les propriétaires sont tenus de communiquer :

a. Le Dossier Technique Amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi que les consignes de sécurité.

b. Une fiche récapitulative du Dossier aux occupants de l'immeuble.

Une attestation écrite de cette communication doit être conservée dans le Dossier Technique Amiante.

Le Dossier Technique Amiante doit être transmis aux chefs d'établissements et aux représentants du Comité d'Hygiène et de Sécurité lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de constitution ou de la mise à jour du Dossier Technique Amiante.

5- Mise à disposition du Dossier technique Amiante

Le Dossier Technique Amiante est tenu à disposition :

- a. Des occupants de l'immeuble bâti concerné,
- b. Des chefs d'établissements,
- c. Des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des lieux de travail,
- d. Des Agents ou services mentionnés aux articles L.1312-1 et L.1422-1 du code de la santé publique,
- e. Des Organismes de prévention,
- f. Des Inspecteurs d'hygiène et sécurité,
- g. Des Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale,
- h. Des Agents du service de prévention de l'OPPBTB.

6- Recommandations :

Le chef d'établissement dans le cadre du Dossier Unique (relevant du décret 2001-1016) doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussières d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce poste de travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger.

Le chef d'établissement est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

Dans le cadre des Principes Généraux de Prévention relevant du Code du travail (loi 1418 31/12/93), le chef d'établissement est tenu d'établir un plan de prévention en cas d'intervention d'une entreprise extérieure.

La mise en place du Dossier Technique Amiante n'exonère pas les intervenants extérieurs du risque amiante, ceux-ci étant responsables de l'application du décret 96-98 dans le cadre de leur intervention et de leur obligation de Dossier Unique (relevant du décret 2001-1016).

<i>Date Notif.</i>	<i>Objet</i>	<i>Destinataire</i>	<i>Liste des documents</i>	<i>Date Consult.</i>
--------------------	--------------	---------------------	----------------------------	----------------------

Aucune correspondance effectuée





Fiche récapitulative

Référence : 24602

**VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA
RAMONERIE
77240 Vert-Saint-Denis**



FICHE RECAPITULATIVE du DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Présence d'amiante

NON

Date de création : 09/11/2016

A Propriétaire	B Etablissement
Nom : - OPIVOY Adresse : 145 - 147 Rue Yves Le Coz 78011 VERSAILLES CEDEX	Désignation bien : 24602 Adresse : VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE 77240 Vert-Saint-Denis Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué : VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE Année de construction ou du permis de construire :
C Détenteur du DTA	D Modalités de consultation
Nom : - OPIVOY Adresse complète : 145 - 147 Rue Yves Le Coz 78011 VERSAILLES CEDEX Fonction : NC - Service : NC Téléphone : 0130842301	Lieu : NC Horaires : NC Contact, si différent du détenteur du dossier : NC Commentaire : NC

E Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et l'opérateur de repérage	Objet du repérage
002FK001180	09/11/2016	AC Environnement - KELLER Florent	DTA : Liste A + Liste B

F Historique et Mises à jour de la fiche récapitulative

- 09/11/2016 Prestation amiante réalisée : DTA : Liste A + Liste B

G Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des locaux visités

Rapport de repérage

Volumes visitées

002FK001180

- Façades : Vol 1
(Façades)
- Entrée 6 : Vol 2
(Entrée 1), Vol 3
(Palier 1), Vol 4
(Palier 2), Vol 5
(Palier 3)
- Entrée 7 : Vol 6
(Entrée 2), Vol 7
(Palier 4), Vol 8
(Palier 5), Vol 9
(Palier 6)
- Entrée 8 : Vol 10
(Entrée 3), Vol 11
(Palier 7), Vol 12
(Palier 8), Vol 13
(Palier 9)

Liste des locaux non visités devant donner lieu à une prochaine visite

Nom Volume / Localisation	Motif de non visite	Commentaire
	N°	

H Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A

Date repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures obligatoires associées
---------------	------------------	---------------------	----------------------	----------------------	--------------------------------

Matériaux et produits de la liste B

Date repérage	Type de repérage	Matériaux	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures préconisée par l'opérateur
---------------	------------------	-----------	----------------------	----------------------	------------------------------------

Matériaux et produits de la liste C

Date repérage	Type de repérage	Matériaux	Localisation précise
---------------	------------------	-----------	----------------------

I Evaluation périodique des matériaux et produits contenant de l'amiante

Liste	Date	Matériau ou produit concerné	Localisation	Etat de conservation	Mesures associées
-------	------	------------------------------	--------------	----------------------	-------------------

J Travaux de retrait ou de confinement - Mesures conservatoires

Liste	Matériau ou produit	Localisation	Nature des travaux ou des mesures	Date des travaux ou des mesures	Entreprises intervenantes	Résultats examen visuel / mesure
-------	---------------------	--------------	-----------------------------------	---------------------------------	---------------------------	----------------------------------

K Rappel des obligations relatives aux produits amiantifères repérés

Produits de la liste A (flocage-calorifugeage-faux plafond) :

Score 1 : L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 2 : La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 3 : Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Produits de la liste B :

Score EP (Evaluation périodique) : Cette évaluation consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Score AC1 : Cette action corrective consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Score AC2 : Cette action corrective consiste à :

- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre des mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations Générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre une exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec l'exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels formés dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d'intervenir sur les matériaux amianés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc...) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l'amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l'amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d'un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l'employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l'inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l'amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d'entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d'intégrité de leur conditionnement. L'accès à l'aire d'entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l'amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amiante doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e) Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante (DTA)

Examen réalisé conformément à l'application du décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, aux arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation MPCA de la liste A et B et au contenu du rapport de repérage, l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du DTA, à la norme NF X 46-020 et ses annexes.

Adresse du bien

Adresse :	VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE
CP - Ville :	77240 Vert-Saint-Denis
Référence client :	24602
Rapport émis le :	09/11/2016
Désignation :	Habitation (Parties communes) - VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE

Sommaire

Rapport	Annexes
A - Désignation de l'immeuble	Plan de repérage technique 5 pages
B - Propriétaire / Donneur d'ordre	Reportage photographique Sans objet
C - Opérateur de repérage	Etat de conservation des matériaux de la liste A Sans objet
D - Personne autorisant l'émission du rapport	Etat de conservation des matériaux de la liste B Sans objet
E - Listes des locaux visités	Fiche d'identification et de cotation des prélèvements Sans objet
F - Conclusion(s) du rapport de mission	Rapport(s) d'analyse(s) du laboratoire Sans objet
G - Commentaires et réserves	Documents 1 page
H - Locaux ou parties de locaux non visités	
I - Rapports précédemment réalisés	
J - Objet, méthodologie et cadre juridique de l'intervention	
K - Périmètre de repérage	
L - Conditions de réalisation du repérage	
M - Grille de résultat du repérage	
N - Obligation(s) réglementaire(s) du propriétaire	
N1 - Recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes	
O - Recommandations générales de sécurité	
P - Informations complémentaires	



Présence d'amiante	Non
--------------------	-----

Présence de pièce(s) non visitée(s)	Non
-------------------------------------	-----

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans sa totalité



Renseignements administratifs

A Désignation de l'immeuble		B Propriétaire / Donneur d'ordre	
Adresse du bien :	VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE 77240 Vert-Saint-Denis	Propriétaire : - OPIEVOY	Donneur d'ordre : - OPIEVOY
Batiment :	Non communiqué	Adresse : 145 - 147 Rue Yves Le Coz 78011 VERSAILLES CEDEX	Adresse : 145 - 147 Rue Yves Le Coz 78011 VERSAILLES CEDEX
Etage :	Non communiqué		Ref donneur d'ordre : EFOP102
Références client :	24602	Date commande :	09/11/2016
N° de lot :	Non communiqué - Non communiqué	Date repérage :	09/11/2016
Descriptif sommaire :	VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE	Représentant du donneur d'ordre :	- OPIEVOY
Date de construction ou permis de construire :	Non communiqué	Rapport émis le :	09/11/2016
Fonction du bâtiment :	Habitation (Parties communes)		
C Opérateur de repérage		D Personne autorisant l'émission du rapport	
AC Environnement Siret : 441355914 Nom prénom : KELLER Florent 		Nom prénom : MORA Denis Fonction : Responsable technique 	
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT CERTIFICATION Parc Edonia Bat G rue de la Terre Victoria 35760 ST GREGOIRE Certification n° : CPDI3125 V2 Délivré le 23/07/2014		Assurance : AXA France IARD 6757609604 (Date de validité : 01/01/2017)	
E Liste des locaux visités			
Plan	Volume	Plan	Volume
Façades	Vol 1 (Façades)	Entrée 6	Vol 2 (Entrée 1)
Entrée 6	Vol 3 (Palier 1)	Entrée 6	Vol 4 (Palier 2)
Entrée 6	Vol 5 (Palier 3)	Entrée 7	Vol 6 (Entrée 2)
Entrée 7	Vol 7 (Palier 4)	Entrée 7	Vol 8 (Palier 5)
Entrée 7	Vol 9 (Palier 6)	Entrée 8	Vol 10 (Entrée 3)
Entrée 8	Vol 11 (Palier 7)	Entrée 8	Vol 12 (Palier 8)
Entrée 8	Vol 13 (Palier 9)		



Conclusions

F Conclusion(s) du rapport de mission

- ▶ Dans le cadre de la mission décrite en entête, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

G Commentaire(s) et réserve(s)

Toiture et combles

La toiture et les combles du bâtiment n'ont pas pu être inspectés car inaccessibles. Risque de chute avéré.

Parking

Le parking en sous-sol du bâtiment a été traité sur le rapport DTA n°002GY001255.

H Locaux ou parties de locaux non visités

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante conformément aux articles R1334-15 à R1334-18 du Code de la Santé Publique:

Localisation	Justification(s)	Investigations supplémentaires
Néant	Néant	Néant

Condition de repérage

I Rapports précédemment réalisés

Date	Références	Principales conclusions
cf fiche récapitulative	cf fiche récapitulative	cf fiche récapitulative

J Objet, méthodologie et cadre juridique de l'intervention

Objet de la mission : Mise à niveau réglementaire des DTA existants, établissement du rapport de repérage des matériaux et produits de la liste A et B de n°annexe 13-9 du code de la santé publique.

Obligation réglementaire de la constitution du DTA : le présent rapport devra être joint aux autres pièces réglementaires constitutives du Dossier Technique Amiante du bien désigné en page de garde.

Méthodologie : rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des produits de la liste A et B. Pour les matériaux de la liste B, leur risque de dégradation lié à l'environnement est également évalué.

Cadre juridique :

- des articles R.1334-16, R.1334-20, R.1334-21, R 1334-23, R 1334-27 du Code de la Santé Publique
- du décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- de l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »

Limite de la mission:

En aucun cas, les résultats de la présente mission ne peuvent être utilisés comme seul repérage préalable à la réalisation de travaux, à la démolition.

K Périmètre de repérage

Notre périmètre d'intervention englobe l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage et figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités (cf. paragraphe H).

La liste des locaux ou parties de locaux visités sont listés dans le tableau des résultats détaillés (cf. paragraphe E: Liste des locaux visités)



L Condition de réalisation du repérage

Programme de repérage

Le programme de repérage de la présente mission, mentionné à l'article R.1334-20 est défini dans l'annexe 13-9 du code de la santé public, modifié par le décret 2011-629 à savoir:

Liste A mentionnée à l'article R 1334-20

COMPOSANT A SONDER OU A VERIFIER

Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R 1334-20

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION

PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
	1. Parois verticales intérieures
Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
	2. Planchers et plafonds
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers	Dalles de sol.
	3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs
Conduits de fluides (air, eau et autres fluides...).	Conduits, enveloppe de calorifuges.
Clapets / volets coupe feu	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe feu	Joints (tresses, bandes).
Vides ordures	Conduits.
	4. Eléments extérieurs
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composite, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoise, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.



M Grille de résultats du repérage

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Liste	Descriptif de l'action menée			Laboratoire			Conclusion	Etat de conservation	
					Réf action	Description	Précision	Ref pré.	Descriptif	Résultat			
Entrée 6													
Vol 2 (Entrée 1)											Néant	Absence	
Vol 3 (Palier 1)											Néant	Absence	
Vol 4 (Palier 2)											Néant	Absence	
Vol 5 (Palier 3)											Néant	Absence	
Entrée 7													
Vol 6 (Entrée 2)											Néant	Absence	
Vol 7 (Palier 4)											Néant	Absence	
Vol 8 (Palier 5)											Néant	Absence	
Vol 9 (Palier 6)											Néant	Absence	
Entrée 8													
Vol 10 (Entrée 3)											Néant	Absence	
Vol 11 (Palier 7)											Néant	Absence	
Vol 12 (Palier 8)											Néant	Absence	
Vol 13 (Palier 9)											Néant	Absence	
Façades													
Vol 1 (Façades)											Néant	Absence	



N Obligation(s) réglementaire(s) du propriétaire

Produits de la liste A (flocage-calorifugeage-faux plafond) :

Score 1 : L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 2 : La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 3 : Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

N-1 Recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes

Produits de la liste B :

Score EP (Evaluation périodique) : Cette évaluation consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Score AC1 : Cette action corrective consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Score AC2 : Cette action corrective consiste à :

- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



O Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre des mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations Générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre une exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec l'exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits

Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d'intervenir sur les matériaux amiantés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc...) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l'amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l'amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d'un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l'employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l'inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l'amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d'entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d'intégrité de leur conditionnement. L'accès à l'aire d'entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l'amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amiante doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e) Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



P Informations complémentaires

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org.



ANNEXE : Plans de repérage des MPCA

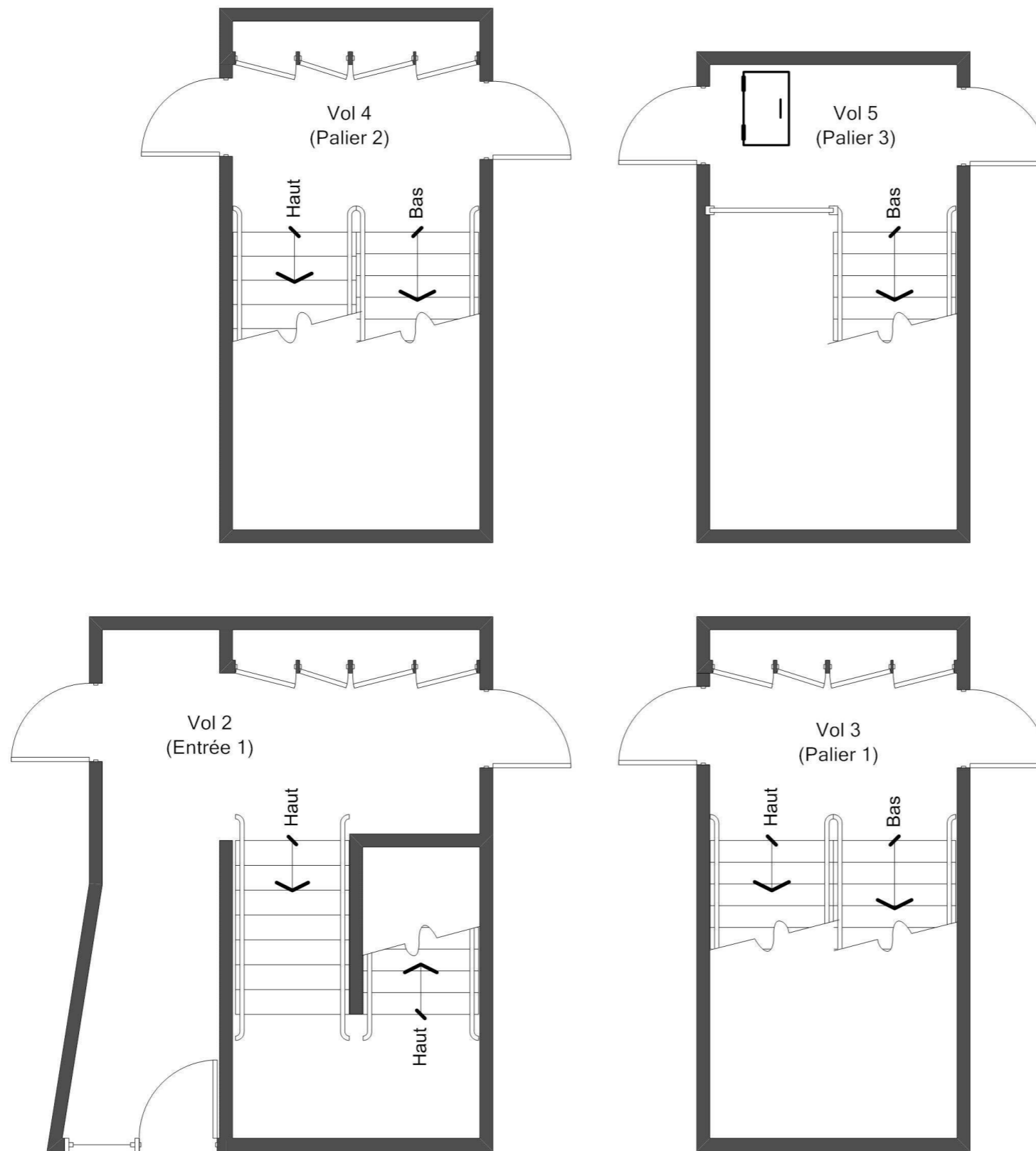
Ref.	Plans	Titre du plan
	Façades	Façades - Plan de repérage - Actions menées
	Entrée 6	Entrée 6 - Plan de repérage - Actions menées
	Entrée 7	Entrée 7 - Plan de repérage - Actions menées
	Entrée 8	Entrée 8 - Plan de repérage - Actions menées



ENTRÉE 6 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:
002fk001180

Légende



Adresse du bien
VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE
77240 Vert-Saint-Denis

Désignation
VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE

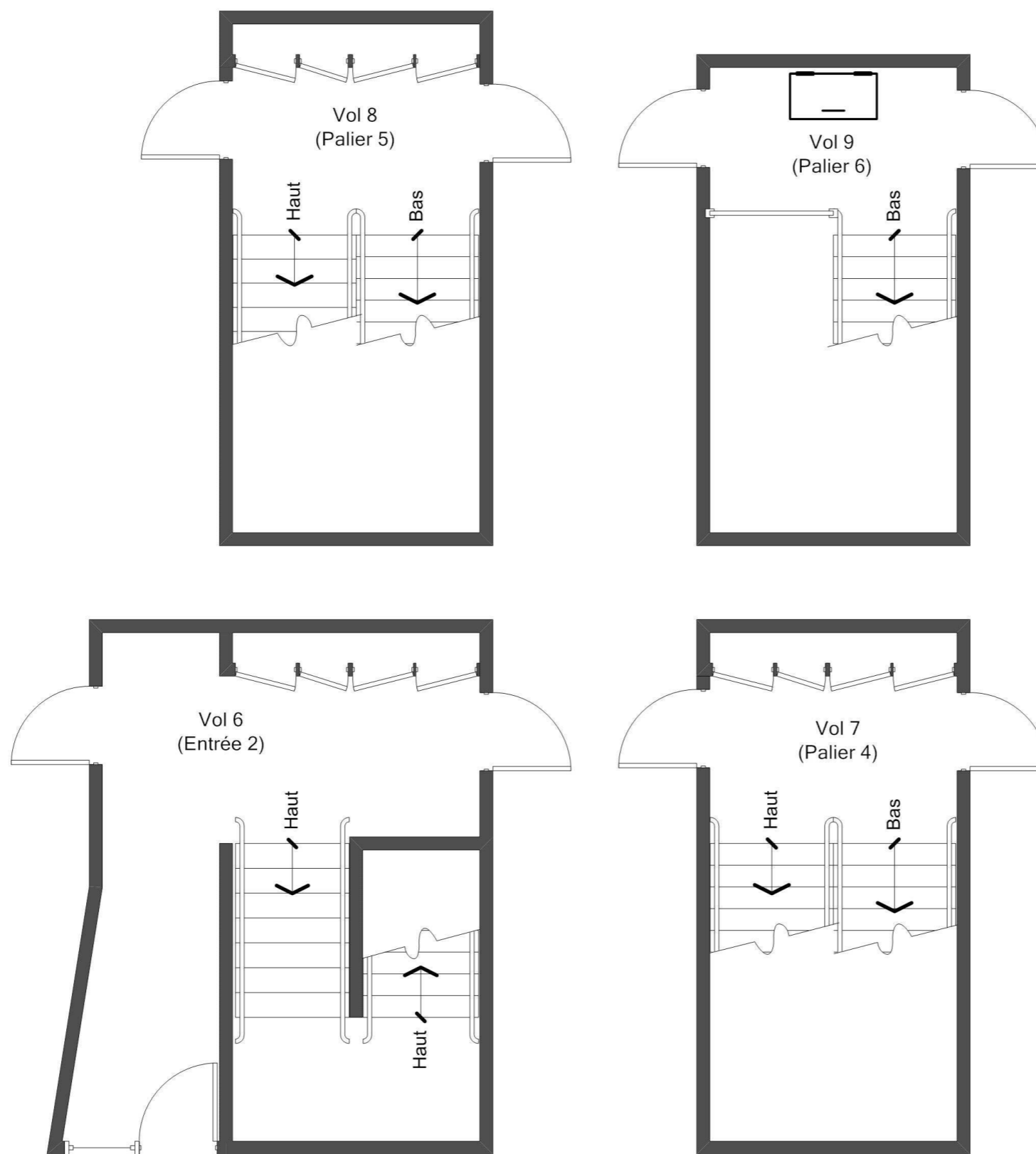
Date intervention
09/11/2016

Technicien intervenant
KELLER Florent

ENTRÉE 7 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:
002fk001180

Légende



Adresse du bien
VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE
77240 Vert-Saint-Denis

Désignation
VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE

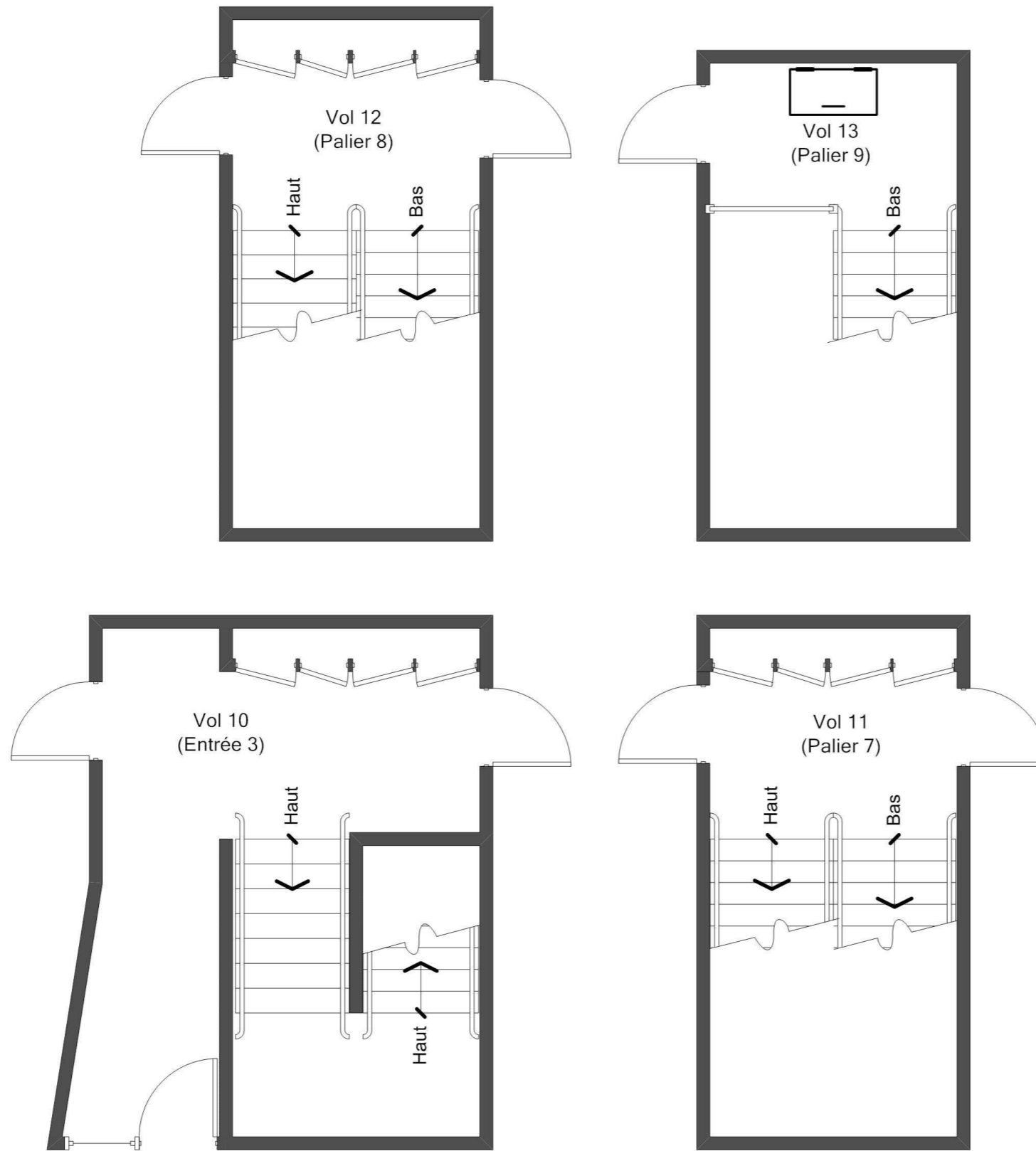
Date intervention
09/11/2016

Technicien intervenant
KELLER Florent

ENTRÉE 8 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:
002fk001180

Légende



Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE 77240 Vert-Saint-Denis	VERT-ST-DENIS RESIDENCE LA RAMONERIE	09/11/2016	KELLER Florent

Annexe : Documents

- Le contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- Le contrôle de la conformité des moyens de chauffage utilisant de la biomasse, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère de la Vallée de l'Arve.

L'état des lieux locaux conformément à la Loi 89-462 du 6 juillet 1989 ;
- état des lieux et état de division des lots en copropriété.

Le mesurage "Loi Carrez"

Les activités complémentaires suivantes :

- Le calcul des tantièmes et millièmes de copropriété ; réalisation de plan mètre ;
- L'analyse de la teneur en plomb dans l'eau potable ;
- La mesure du radon dans les bâtiments ;
- Certificat de normes de surface et d'habitabilité dans le cadre des prêts à taux zéro ;
- Loi SRU : certificat de logement décent ;
- Certificat de conformité des travaux de réhabilitation dans le cadre de l'investissement local dans l'ancien ;
- Diagnostic des déchets issus de la démolition des bâtiments (décret n°2011-810 du 31 mai 2011) ;
- tests d'étanchéité à l'air suivant le référentiel Qualibat.

A l'exclusion :

- des études concernant la pollution des sols et des prestations de détection de légionelles effectuées dans des établissements de soins, des maisons de retraite, des établissements scolaires et parascolaires ;
- de toutes activités relevant de l'exercice d'une profession réglementée autre telle que le conseil juridique ou la gestion immobilière et toutes activités de conseil et de bureau d'études.

Activité 2 :

Prélevement d'air, de matériaux, d'eau pour le compte de tiers (sans analyse).

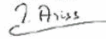
Activité 3 :

Vente et/ou pose de détecteur avertisseur autonome de fumée.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2016 au 01/01/2017 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS,
le 5 janvier 2016
Pour la société :



AXA France IARD SA
Société anonyme au capital de 214 799 000 Euros
Siège social : 313, Terrasse du Commerce - 92227 Nanterre Cedex - Tél: 01 47 22 09 440 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des Assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 097 440
Opérations d'assurance autorisées de l'Union Européenne par la Commission des Assurances

2/3

Attestation assurance 2



ATTESTATION SUR L' HONNEUR

Rappel :

Selon l'obligation de l'article R271-3 (ci-dessous) du code de la construction et de l'habitation (inséré par Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 art. 3 du journal officiel du 7 septembre 2006 en vigueur le 1^{er} novembre 2007) : Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-5 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. » (SIC)

Je soussigné **M. Pierre DEROCHÉ**, gérant de la **SARL AC ENVIRONNEMENT**, sise et **441 355 914 00298** né à Dusseldorf le 11/02/1975, déclare que l'ensemble de mes salariés présentent les garanties de compétence et que ma société dispose d'une organisation et de moyens appropriés pour établir les documents prévus aux 2^e et 3^e de l'article L.271-4, à savoir :

AMIANTE – PLOMB – TERMITES -DPE – GAZ - ELECTRICITE

Je déclare que la **SARL AC ENVIRONNEMENT** en la personne de Pierre Deroche est souscritrice d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.

Selon l'article R271-2 (inséré dans le code de la construction et de l'habitation par le décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 art. 3 Journal Officiel du 7 septembre 2006 en vigueur le 1^{er} novembre 2007) : les personnes mentionnées à l'article L.271-5 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance.

Le contrat responsabilité civile professionnelle **AXA n° 6757609604** renouvelable avec tacite reconduction de la **SARL AC ENVIRONNEMENT** répond à ces obligations.

Je déclare n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir l'un des documents mentionnés ci-dessus.

En dehors de l'obligation des déclarations des textes cités ci-dessus.

Je déclare en outre ne pas verser de commission aux apporteurs d'affaires, mandataires, prescripteurs.

Je déclare tenir un registre des réclamations et des plaintes qui est à la disposition de l'organisme certificateur dénommé **ICERT certifications de personnes**.

Fait à Riorges le 11 mai 2015

Pierre DEROCHÉ
Directeur Général



SARL AC Environnement au capital de 300 000 Euros - Siège social : 64 rue Clemence Ader 42153 RIORGES - Code APE : 7330B / RCS : 441 355 914 00298 - Est assuré par Générali RCP n°AMB95208
Tél : 0 800 400 100 | Fax : 04 77 44 92 45 | site : <http://www.ac-environnement.com>

Attestation sur l'honneur

Voire Assurance RCE PRÉSTATAIRES



SAS SYNAPPS
64 RUE CLEMENCE ADER
42153 RIORGES FR

COURTIER

SAG VIGNY DEPIERRE ARCHAM
IMMEUBLE ABC 2 ENTREE B
74160 ARCHAMPS
Tél : 04 50 31 58 01
Fax : 04 50 31 58 07
Porte-feuille : 0201340884

Voix référencés :
Contrat n° 6757609604
Client n° 0548604120

AXA France IARD, atteste que :

SAS SYNAPPS
64 RUE CLEMENCE ADER
42153 RIORGES

Pour l'application du présent contrat, on entend également par « Assuré » :

Assuré additionnel 1 :

SARL AC ENVIRONNEMENT
64 RUE CLEMENCE ADER
42153 RIORGES

Assuré additionnel 2 :

SA CRD
358 ROUTE D'AIFFRES
78000 NOIRY

Assuré additionnel 3 :

SARL AC PRELEVEMENT
ZI DU PONT
LIEU DIT LA LEVA
42300 VILLEREST

Assuré additionnel 4 :

SARL ATLANTIC DEVELOPEMENT
ZI DU PONT
LIEU DIT LA LEVA
42300 VILLEREST

Et titulaire d'un contrat d'assurance n° **6757609604** garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

Activité 1 :

Les activités énumérées par l'article L.271-4 du Code de construction et de l'habitation :

- Le diagnostic plomb y compris avant travaux ou démolition ;
- Le diagnostic amiante y compris avant travaux ou démolition ;
- Repérage initial des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) ;
- Contrôle de l'état de conservation des MPCA ;
- Repérage des MPCA avants-vente ;
- Contrôle de la concentration en fibre d'amiante dans l'air (mesure d'empoussièrément) ;
- Repérage des MPCA avant travaux et démolition ;
- Etat parasitaire ;
- La présence de termites ;
- L'état de l'installation de gaz ;
- L'état des risques naturels, miniers et technologiques (ERNMT) ;
- Le diagnostic de performance énergétique DPE ;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité ;

AXA France IARD SA
Société anonyme au capital de 214 799 000 Euros
Siège social : 313, Terrasse du Commerce - 92227 Nanterre Cedex - Tél: 01 47 22 09 440 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des Assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 097 440
Opérations d'assurance autorisées de l'Union Européenne par la Commission des Assurances

1/3

Attestation assurance



Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI 3125 Version 002

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur KELLER Florent

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante : Repérage et diagnostic amiante dans les immeubles bâtis

Date d'effet : 23/07/2014 - Date d'expiration : 22/07/2019

Plomb : Plomb ; Constat du risque d'exposition au plomb

Date d'effet : 12/04/2016 - Date d'expiration : 11/04/2021

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Gregoire, le 08/08/2016.



Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Gregoire



ICERT
Institut de Certification
Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

CPDI DR11 04 11

Parc Edonia Bat G rue de la Terre Victoria 35760 ST GRE